** BURKINA FASO**

 **-------------**

 **Unité – Progrès – Justice**

 **-------------**

**PRIMATURE**

 **---------------**

 **CABINET**

 **--------------**

**DIRECTION DE LA COMMUNICATION**

**ET DES RELATIONS PRESSE**

**DECLARATION DE SON EXCELLENCE**

**MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,**

**CHEF DU GOUVERNEMENT**

**MESDAMES ET MESSIEURS**

Nous venons de tenir un conseil de cabinet élargi qui nous a permis de donner des orientations sur la situation nationale et internationale, et de prendre des décisions importantes.

Comme vous le savez, le 28 janvier dernier, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont pris la décision historique de se retirer de la Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO). Cette décision vient répondre aux attentes, aux préoccupations et aux aspirations légitimes de nos populations de voir leurs pays aller, de manière irréversible, vers leur souveraineté totale. C’est une décision murement réfléchie et précédée d’une analyse approfondie du fonctionnement de l’institution et des conséquences éventuelles de la sortie.

En effet, bientôt une décennie que les trois pays font face à des bandes de criminels soutenus, financés et équipés par leurs partenaires. Et cela, dans l’indifférence de certains pays voisins et des organisations sous régionales dont la CEDEAO. Cette situation nous a conduits à porter sur les fonts baptismaux, le 16 septembre 2023, l’Alliance des Etats du Sahel (AES). L’initiative de l’AES s’est très vite révélée fructueuse en favorisant la mutualisation de nos moyens humains et logistiques. Ce qui a permis d’engranger d’importants acquis sur le front sécuritaire aussi bien au Burkina Faso, au Mali qu’au Niger.

A sa création en 1975, la CEDEAO portait de grands espoirs, en se donnant pour mission première de promouvoir la coopération et l’intégration dans la perspective d’une union économique véritable de l’Afrique de l’Ouest. Elle avait pour vocation d’élever le niveau de vie de ses peuples, de maintenir et d’accroître la stabilité économique, de renforcer les relations entre les États membres et de contribuer au progrès et au développement des pays d’Afrique de l’Ouest.

Malheureusement, après 49 ans de fonctionnement, nous constatons avec regret et amertume, que la CEDEAO a dévié de sa mission et s’est radicalement éloignée des idéaux de ses pères fondateurs et du panafricanisme.

En outre, l’Organisation communautaire n’a pas réussi à bâtir cette CEDEAO des peuples tant espérée par nos populations. Elle s’est transformée en un instrument technocratique qui a fini par s’éloigner des aspirations légitimes des populations de notre espace communautaire.

Pour s’en convaincre, nous avons tous noté l’indifférence de la CEDEAO face au massacre de nos vaillantes populations, à la crise humanitaire qui frappe nos concitoyens et aux multiples tentatives de déstabilisation de nos Etats respectifs. Face à une telle situation, nous ne pouvions faire autrement que de nous assumer en quittant cette Organisation qui ne satisfait plus nos attentes.

C’est une décision murement réfléchie dans les trois pays, et nous savons qu’elle ne sera pas sans conséquences sur nos Etats et leurs économies. Nous restons, cependant, fermes parce que nous sommes convaincus qu’au sein de l’AES, nous pouvons créer un espace économique viable, résilient et à l’écoute des vraies aspirations de nos populations.

L’AES, c’est aujourd’hui l’alliance des peuples du Sahel mus par le désir souverain d’être maîtres de leur destin pour la construction d’un espace sahélien de paix, de sécurité, de stabilité et de développement partagé pour tous.

J’invite les Burkinabè de l’intérieur et de la diaspora à s’armer de courage et à renforcer la résilience dont ils font déjà preuve. Aucun sacrifice n’est de trop quand il s’agit véritablement de notre souveraineté et de notre liberté.

A l’endroit des pays voisins et des autres Nations, je voudrais indiquer que le Burkina Faso reste attaché à la préservation des liens d’amitié et de fraternité que nous avons su bâtir depuis des années.

J’invite l’ensemble des Burkinabè à rester mobilisés et engagés, à renforcer la veille citoyenne, à rester déterminés et vigilants face aux velléités d’arrêt de la dynamique enclenchée. Je lance instamment un appel à tous nos concitoyens, à faire confiance aux autorités de la Transition et à se départir de toute manipulation ourdie dans des officines secrètes dans le seul but de semer la confusion. Nous sommes totalement engagés dans la lutte et nous sommes confiants de notre victoire prochaine.

**La patrie ou la mort, nous vaincrons !**